

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre des actions collectives)

---

N° : 500-06-000695-144

PHILIPPE LÉVEILLÉ

Demandeur

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU  
QUÉBEC ET AL

Défendeurs

---

**DEMANDE EN EXCEPTION DÉCLINATOIRE *RATIONE MATERIAE*  
DE LA DÉFENDERESSE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC  
(articles 33 et 167 C.p.c.)**

---

À L'HONORABLE JUGE DÉSIGNÉ PETER KALICHMAN DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN SALLE D'AUDIENCE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DÉFENDERESSE, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC, EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

**Contexte du litige**

1. La Procureure générale du Québec, agissant pour le ministre de la Santé et des Services sociaux (ci-après, le « MSSS »), est défenderesse dans la *Demande introductive en action collective amendée du 24 mai 2018* du demandeur (ci-après la « *Demande* »);
2. La Régie de l'assurance maladie du Québec (ci-après la « RAMQ »), des médecins, optométristes et cliniques privées sont également défendeurs à la demande;
3. La demande vise la restitution de frais ou le versement de dommages-intérêts équivalents, qui aurait été perçu par les médecins, optométristes et cliniques privées en contravention à la *Loi sur l'assurance maladie* RLRQ, c. A-29 (ci-après la « *LAM* »);
4. Depuis le 26 janvier 2017, entrée en vigueur du *Règlement abolissant les frais accessoires liés à la dispensation des services assurés et régissant les frais de transport des échantillons biologiques* (RLRQ, chapitre A-29, r 7.1), la

facturation de médicaments et agents anesthésiques à titre de frais accessoires est interdite;

5. Le demandeur réclame le remboursement de la somme équivalent au montant illégalement facturé soit le montant qui ne correspondrait pas au « coût » des frais accessoires, soit les médicaments et agents anesthésiques, dont les ententes en vertu de la *LAM* permettaient la facturation;
6. En effet, à l'encontre de la Procureure générale du Québec, le demandeur identifie notamment les conclusions recherchées suivantes :

« **CONDAMNER** la RAMQ et le MSSS à verser à chacun des membres du groupe une somme équivalant au montant illégalement facturé par un médecin, optométriste ou clinique privée de même que l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q. et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

**DÉCLARER** que l'obligation de restitution de la part des médecins, optométristes et cliniques privées appelés comme défendeurs, d'une part, et l'obligation de compensation de la part de la RAMQ et du MSSS, d'autre part, sont des obligations dites *in solidum* ».

7. La Cour supérieure n'est pas le tribunal compétent pour entendre les réclamations du demandeur;
8. En l'espèce, l'essence du litige porte sur la détermination de la légalité des frais facturés par des médecins, optométristes et cliniques privées dans le cadre d'une demande de remboursement;
9. La compétence de la Cour supérieure en matière d'actions collectives n'a pas pour effet de lui attribuer une compétence sur la détermination de la légalité des frais facturés par des médecins, optométriste ou clinique privé puisque ce domaine a été confié par le législateur exclusivement à d'autres instances spécialisées en la matière;
10. Par ailleurs, le remboursement de frais accessoires facturés à une personne assurée par un professionnel de la santé ou un tiers relève d'un régime particulier obligatoire prévu par le législateur;
11. Pour une saine administration de la justice, il est opportun que cette Cour se prononce préliminairement sur le moyen invoqué dans la présente demande;

### **Compétence exclusive de décideurs spécialisés**

12. La RAMQ a pour fonction d'administrer et d'appliquer les programmes du régime d'assurance maladie institué par la *LAM* en vertu de l'article 2 de la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*, RLRQ, c. R-5 (ci-après « *LAM* »);

13. La facturation de frais accessoires à un service assuré était prévue dans les ententes entre le MSSS et les organismes représentatifs de professionnels de la santé en vertu de l'article 19 de la *LAM*;
14. L'article 22.0.1. al 1 de la *LAM* prévoit un processus par lequel une personne assurée peut faire une demande écrite de remboursement à la RAMQ si elle estime que le professionnel de la santé ou un tiers a exigé un paiement, comme des frais accessoires, à l'encontre de la *LAM*;
15. L'article 14 de la *LAM* confirme que le remboursement demandé en vertu de l'article 22.0.1 de la *LAM* relève de la compétence exclusive de la RAMQ :  
  
« Une personne assurée n'a droit d'exiger de la Régie le paiement ou le remboursement, selon le cas, du coût d'aucun service fourni par un professionnel de la santé si ce n'est suivant les articles 10, 11, 12, 13.1 ou 22.0.1. » (nos soulignés)
16. La personne assurée insatisfaite de la décision de la RAMQ peut en demander la révision par ce même organisme en vertu des articles 18.1 et suivant de la *LAM*;
17. Par la suite, en vertu de l'article 18.4 de la *LAM* et des articles 14, 18 et Annexe 1 article 3(2) de la *Loi sur la justice administrative*, RLRQ, c. J-3, (ci-après la « *LJA* »), elle peut contester la décision en révision devant le Tribunal administratif du Québec (ci-après « *TAQ* ») si elle se croit lésée;
18. L'article 14 de la *LJA* établit clairement que le *TAQ* exerce sa compétence à l'exclusion de tout autre tribunal ou organisme juridictionnel et a le pouvoir de décider de toute question de droit ou de fait nécessaire à l'exercice de sa compétence;
19. Cette Cour doit donc refuser de se saisir de la demande du demandeur portant sur le remboursement de frais facturés dans le cadre du régime public d'assurance maladie car, dans son essence, elle relève de la compétence exclusive des décideurs spécialisés désignés par le législateur, soit la RAMQ et le *TAQ*;
20. Par ailleurs, le demandeur n'a présenté aucune demande de remboursement à la RAMQ sous l'article 22.0.1 de la *LAM*;
21. Le demandeur ne peut court-circuiter le processus administratif prévu spécifiquement par le législateur en cette matière, en qualifiant sa réclamation de poursuite en dommages-intérêts ou autrement.
22. De plus, le présent recours porte sur l'interprétation des ententes.

23. L'article 54 de la LAM prévoit clairement que ce type de différend peut uniquement être entendu par un conseil d'arbitrage et que les tribunaux de juridiction civile n'ont pas compétence :

*« 54. Un différend qui résulte de l'interprétation ou de l'application d'une entente est soumis à un conseil d'arbitrage, exclusivement à tout tribunal de juridiction civile. [...] »*

24. Ainsi, en vertu de l'article 19 de la LAM, seules les parties à l'entente peuvent faire un avis de différend, c'est-à-dire soit le ministre, les organismes représentatifs de toute catégorie de professionnels de la santé ou un professionnel de la santé;
25. Or, en l'espèce, le demandeur n'étant pas partie aux ententes mais étant plutôt un tiers, il ne peut saisir le conseil d'arbitrage d'une question d'interprétation ou d'application des ententes.

**POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :**

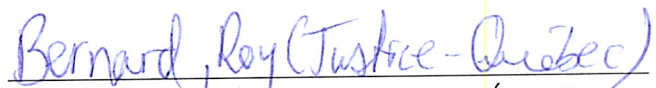
**ACCUEILLIR** la présente demande en exception déclinatoire;

**DÉCLARER** que la Cour supérieure n'a pas compétence pour entendre et décider du litige faisant l'objet de la Demande introductive en action collective amendée du 24 mai 2018;

**REJETER** la Demande introductive en action collective amendée du 24 mai 2018 à l'encontre de la défenderesse, la Procureure générale du Québec;

**LE TOUT** avec les frais de justice.

Montréal, le 15 août 2018



BERNARD, ROY (JUSTICE-QUÉBEC)  
Me Rima Kayssi, Me Lizann Demers et  
Me Catherine Paschali  
Avocats de la défenderesse,  
Procureure générale du Québec

## AVIS AU DEMANDEUR ET AUX DÉFENDEURS

---

Destinataires :

**Me Cory Verbauwhede**  
**Me Bruno Grenier**  
**GRENIER VERBAUWHEDE AVOCATS**  
**INC.**

5215, rue Berri, bureau 102  
Montréal QC H2J 2S4  
**Fax : 514-866-3151**  
[cverbauwhede@grenierverbauwhede.ca](mailto:cverbauwhede@grenierverbauwhede.ca)

**Me Andrée-Claude Harvey**  
**REGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU**  
**QUEBEC**

1125, Grande Allée Ouest, 8e étage  
Québec QC G1S 1E7  
Fax: (418) 643-7312  
[notification.SDC@ramq.gouv.qc.ca](mailto:notification.SDC@ramq.gouv.qc.ca)

**Me Éric Azran**  
**Me Myriam Sahi**  
**STIKEMAN ELLIOTT**

1155, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 4100  
Montréal QC H3B 3V2  
**Fax : (514) 397-3222**  
[eazran@stikeman.com](mailto:eazran@stikeman.com)  
[msahi@stikeman.com](mailto:msahi@stikeman.com)

**Me Caroline Deschênes**  
**LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.**

1250, boulevard René-Lévesque Ouest,  
20<sup>e</sup> étage  
Montréal QC H3B 4W8  
**Fax : (514) 845-6573**  
[Caroline.deschenes@langlois.ca](mailto:Caroline.deschenes@langlois.ca)

**Me Peter Shams**

305, rue de Bellechasse, bureau 400A  
Montréal QC H2S 1W9

**Fax : (514) 439-0798**  
[ps@shamslaw.ca](mailto:ps@shamslaw.ca)

**Me Steve Cadrin**  
**Me Christophe Bruyninx**  
**Dufresne Hébert Comeau Inc.**

1200, boul. Chomedey  
Bureau 400  
Laval (Québec) H7V 3Z3  
**Fax : 450 682-5014**  
[scadrin@dhcavocats.ca](mailto:scadrin@dhcavocats.ca)  
[notifications@dhcavocats.ca](mailto:notifications@dhcavocats.ca)

**Me Robert Kugler**  
**Me Stuart Kugler**  
**Me David Stolow**  
**KUGLER KANDESTIN**

1, Place Ville Marie, bureau 1170  
Montréal QC H3B 2A7  
**Fax : (514) 875-8424**  
[rslugler@kklex.com](mailto:rslugler@kklex.com)  
[skugler@kklex.com](mailto:skugler@kklex.com)

**Me Louis Sévéno**  
**WOODS S.E.N.C.R.L.**

2000, avenue McGill College, bureau 1700  
Montréal QC H3A 3H3  
**Fax : (514) 284-2046**  
[lseveno@woods.qc.ca](mailto:lseveno@woods.qc.ca)  
[notification@woods.qc.ca](mailto:notification@woods.qc.ca)

**Me Maude Bureau**  
**Me Danny Galarneau**  
**JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L**  
1134, Grande Allée Ouest, bureau 600  
Québec QC G1S 1E5  
**Fax : (418) 681-7100**  
[maude.bureau@jolicoeurlacasse.com](mailto:maude.bureau@jolicoeurlacasse.com)

**Me Nicholas Rodrigo**  
**Me Hannah Toledano**  
**DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG**  
1501, avenue McGill Collège, 26e étage  
Montréal QC H3A 3N9  
**Fax : (514) 841-6499**  
[nrodrigo@dwpv.com](mailto:nrodrigo@dwpv.com)  
[htoledano@dwpv.com](mailto:htoledano@dwpv.com)

**Madame Manon Plante**  
**Oculo Vision Inc.**  
1125 rue King Ouest  
Sherbrooke QC J1H 1S5  
**Fax : (819) 565-7169**  
[adm.oculovision@gmail.com](mailto:adm.oculovision@gmail.com)

**Me Roberto De Minico**  
**DE MINICO PETIT GUARNIERI**  
**AVOCATS / DPG Avocats**  
460 rue Saint-Gabriel, 4e étage  
Montréal QC H2Y 2Z9  
**Fax : (514) 392-1576**  
[rdeminico@dpglex.com](mailto:rdeminico@dpglex.com)

**Me Emmanuelle Poupart**  
**Me Marie-Ève Bélanger**  
**Me Ioana Jurca**  
**Me Petra Kalinova**  
**McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.**  
1000, rue De La Gauchetière Ouest  
Bureau 2500  
Montréal (Québec) H3B 0A2  
[epoupart@mccarthy.ca](mailto:epoupart@mccarthy.ca)  
[mebelanger@mccarthy.ca](mailto:mebelanger@mccarthy.ca)  
[ijurca@mccarthy.ca](mailto:ijurca@mccarthy.ca)  
[pkalinova@mccarthy.ca](mailto:pkalinova@mccarthy.ca)

**Me Chantal Poirier**  
**Me Lisane Bertrand**  
**MATTEAU POIRIER AVOCATS INC.**  
417, rue Saint-Nicolas, bureau 200  
Montréal QC H2Y 2P4  
**Fax : (514) 284-9328**  
[cpoirier@matteupoirier.com](mailto:cpoirier@matteupoirier.com)  
[lbertrand@matteupoirier.com](mailto:lbertrand@matteupoirier.com)

**Me Myriam Daoud-Brixi**  
**Me Karine Joizil**  
**LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.**  
1, place Ville-Marie, bureau 4000  
Montréal QC H3B 4M4  
**Fax : (514) 871-8977**  
[mbrixi@lavery.ca](mailto:mbrixi@lavery.ca)  
[kjoizil@lavery.ca](mailto:kjoizil@lavery.ca)

**Me Yves Cloutier**  
  
8323, rue St-Denis  
Montréal QC H2P 2 G8  
**Fax : (514) 384-2656**  
[Yves.cloutier@cloutier-avocat.com](mailto:Yves.cloutier@cloutier-avocat.com)

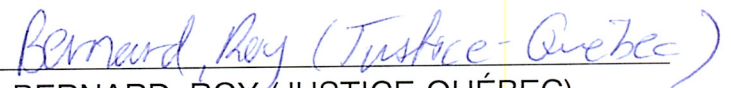
**Me Geoffrey Guilbault**  
**Guilbault Légal**  
  
2200-1250 Boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal QC H3B 4W8  
**Fax : (514) 735-8088**  
[gguilbault@guilbaultlegal.ca](mailto:gguilbault@guilbaultlegal.ca)

**Me Luc De La Sablonnière**  
**Me Marie-Andrée Gagnon**  
**Morency Société d'Avocats**  
Édifice Le Delta 3  
2875, boulevard Laurier  
Bureau 200  
Québec (Québec) G1V 2M2  
**Fax : 418 651-5184**  
[ldelasablonniere@morencyavocats.com](mailto:ldelasablonniere@morencyavocats.com)  
[mgagnon@morencyavocats.com](mailto:mgagnon@morencyavocats.com)

Prenez avis que la présente *Demande en exception déclinatoire ratione materiae de la défenderesse, la Procureure générale du Québec*, sera présentée devant l'honorable juge désigné Peter Kalichman de la Cour supérieure, du district de Montréal, siégeant en salle d'audience, le **15 octobre 2018 à 9h00**, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 15 août 2018



BERNARD, ROY (JUSTICE-QUÉBEC)

Me Rima Kayssi, Me Lizann Demers et

Me Catherine Paschali

Avocats de la défenderesse,

Procureure générale du Québec

---

N° : 500-06-000695-144

COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)  
DISTRICT DE MONTRÉAL

---

PHILIPPE LÉVEILLÉ

Demandeur

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC ET  
AL

Défendeurs

---

**DEMANDE EN EXCEPTION DÉCLINATOIRE  
RATIONE MATERIAE DE LA DÉFENDERESSE  
LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC**  
(articles 33 et 167 C.p.c.)

---

**BERNARD, ROY (JUSTICE - QUÉBEC)**

1, rue Notre-Dame Est, bureau 8,00

Montréal (Québec) H2Y 1B6

Téléphone : 514 393-2336, poste 51533

Télécopieur : 514 873-7074

**Notification par courriel :**

**[bernardroy@justice.gouv.qc.ca](mailto:bernardroy@justice.gouv.qc.ca)**

/ BB1721 / CM-2014-001895 (060)

Rima Kayssi, Lizann Demers et

Catherine Paschali, avocates